

<http://lipietz.net/Une-alternative-ecologiste-europeenne-pour-le-XXIe-siecle>

Conférence à l'Institut Wissenschaften von Menschen, Wien

# Une alternative écologiste européenne pour le XXI<sup>e</sup> siècle

- Économiste, auteur - Écologie -



Publication date: dimanche 10 mai 1998

Creation date: 10 mars 2004

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

[1998e] *Une alternative écologiste européenne pour le XXI<sup>e</sup> siècle*, Conférence à l'Institut Wirsenshaften von Menschen, Wien, 26 mai.

## I - LE FORDISME ET SA CRISE

Dans les 30 ans qui ont suivi 1945, l'Europe de l'Ouest et les USA ont suivi un modèle fordiste qui reposait sur un compromis salarial.

- \* Subordination des exécutants aux concepteurs dans le cadre de l'organisation du travail tayloriste.
- \* Redistribution des gains de productivité aux salariés dans un cadre national, par les conventions collectives et l'Etat-Providence, sous forme de hausse du pouvoir d'achat.

Ce modèle est entré en crise parce que :

- ▶ l'organisation du travail taylorienne est elle-même entrée en crise.
- ▶ la mondialisation des circuits économiques a rendu plus difficile la régulation des compromis nationaux.

Dans les années 80, l'Europe fordiste a divergé entre deux modèles :

- \* modèle néo-taylorien (UK, France...) : taylorisme aggravé et flexibilisation du rapport salarial.
- \* modèle post-fordiste (Arc Alpin, Scandinavie) fondé sur l'implication d'une main d'oeuvre qualifiée avec un rapport salarial relativement rigide.

L'Allemagne a représenté le bastion de ce second modèle, mais a été mise en crise par une unification mal gérée par le Bundes Bank qui a imposé des taux d'intérêt trop élevés.

En outre, le traité de Maastricht a imposé à l'Europe 5 ans de récession coordonnée.

La fin de la transition à l'Euro et l'arrivée dans certains pays d'alliances « Rouges et Vertes » ouvrent une brèche pour une alternative, certes capitaliste, mais plus sociale et plus écologistes.

## II - LES VALEURS DE L'ÉCOLOGIE

- \* L'autonomie des individus et des communautés dans la maîtrise de leur mode de vie et de production.
- \* La solidarité : que personne ne reste sur le bas-côté.
- \* La responsabilité à l'égard de la vie, pour la planète et les générations futures.

Ces valeurs ne définissent pas un programme, mais un faisceau d'orientation.

## III - POUR UNE REFORME DU RAPPORT SALARIAL

S'appuyer sur la qualification et la mobilisation des travailleurs dans la lutte pour la qualité et la productivité afin de rester compétitif, mais redistribuer ces gains de productivité principalement par la baisse rapide, générale et coordonnée du temps de travail pour tous (et non pas en remettant les femmes à mi-temps).

La baisse du temps de travail développe l'autonomie dans la vie personnelle ; elle crée massivement des emplois conformément au principe de solidarité (réduction de moitié du chômage en Europe pour -10% de temps de travail) ; elle est la forme la moins polluante de bénéficier des gains de productivité.

### IV - POUR UNE REFORME DE L'ETAT-PROVIDENCE

Dans le fordisme, il y avait :

- ▶ une redistribution du pouvoir d'achat pour ceux qui en avaient besoin.
- ▶ des services publics délivrés par l'Etat.

C'était une formule à la fois marchande et bureaucratique. Il faut élargir le principe de solidarité monétaire à l'égard de celles/ceux qui sont dans le besoin, jusqu'à une forme de revenu garanti à tous les résidents. Mais ce revenu doit pouvoir servir aussi de subvention à un « Tiers-secteur » (entre le public et le privé), organisé en associations à base communautaires, spécialisés dans les tâches d'entretien de l'environnement et de la qualité de la vie et se substituant aux tâches assumées gratuitement par les femmes dans le cadre du patriarcat.

### V - LE CADRE EUROPEEN

Après l'Acte Unique et Maastricht, 4 batailles se dessinent.

- \* Pour le contrôle de la Banque Centrale les élus européens, en vue d'un développement soutenable (solidaire et responsable).
- \* Pour l'unification progressive des législations sociales en Europe, y compris avec transferts monétaires d'une région d'Europe à l'autre.
- \* Pour l'unification rapide des normes environnementales, notamment pour tenir et accélérer la réalisation des engagements pris à Kyoto contre l'effet de serre (écotaxe anti-CO2 etc...).
- \* Pour la démocratisation des institutions préparant l'élargissement à l'Est et le codéveloppement avec le Sud.